



**CHECK AGAINST DELIVERY
VÉRIFIER AU PRONONCÉ**

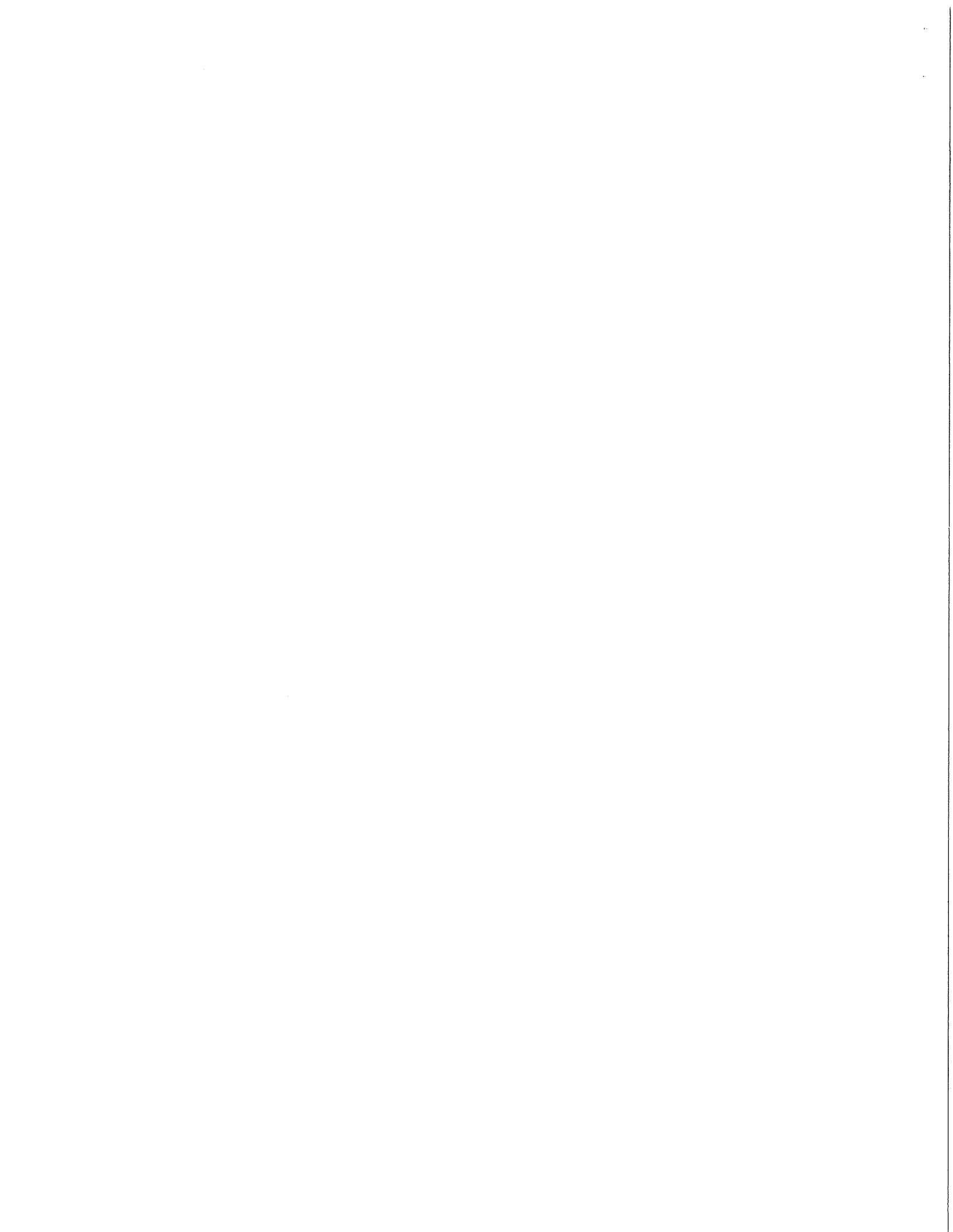
**STATEMENT BY THE HONOURABLE JOHN BAIRD
MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF CANADA**

TO THE SIXTY-EIGHTH SESSION OF UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY

NEW YORK, 30 SEPTEMBER 2013

**DÉCLARATION DE L'HONORABLE JOHN BAIRD
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CANADA
À LA SOIXANTE HUITIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES NATIONS UNIES**

NEW YORK, LE 30 SEPTEMBRE 2013



Discours du ministre Baird à la 68^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Le 30 septembre 2013 – New York

Sous réserve de modifications

Alors que nous sommes réunis près de Ground Zero, site de la tuerie du World Trade Center, je tiens d'abord à rendre hommage aux victimes du terrorisme.

Je rends hommage à toutes les victimes de partout dans le monde, y compris celles tuées et blessées au centre commercial Westgate de Nairobi.

De façon tragique, nous avons perdu deux Canadiens, y compris une diplomate canadienne.

Il n'existe pas d'endroit plus approprié qu'ici-même, devant les Nations Unies, pour rendre hommage à Annemarie Desloges et à son service.

Le crime de la terreur est une agression contre tous les humains.

Et dans son sillage, les membres de la famille humaine ne font qu'un.

Unis dans la douleur. Unis dans le deuil. Unis dans notre détermination de ne jamais laisser le mal triompher.

En ce moment de deuil, mon propos aujourd'hui s'attache à l'unité de tous les humains.

J'aimerais vous faire part d'une observation tirée de l'expérience canadienne.

La province de Terre-Neuve-et-Labrador a été la dernière province à se joindre au Canada, mais elle est aussi le lieu de l'établissement européen le plus ancien connu dans le Nouveau Monde, soit L'Anse aux Meadows fondé il y a plus de 1 000 ans.

La capitale provinciale, St. John's, serait le plus ancien établissement anglais en Amérique du Nord, remontant à 1497.

Les premiers établissements terre-neuviens suscitent une importante activité archéologique, et une coupe à trois anses, le « tyg », fait partie des artefacts souvent trouvés.

Les trois anses sont conçues pour le partage. Au 17^e siècle, il était courant de partager les ustensiles de table.

Des recherches plus poussées ont révélé que la coupe « tyg » n'est pas une particularité historique du Canada ou de l'Angleterre. Bien au contraire, on trouve des coupes à trois anses ou plus dans de nombreuses cultures de la planète. En fait, il y a près de trois millénaires, Homère mentionnait dans *L'Iliade* une coupe à plusieurs anses.

La coupe « tyg » et ses nombreux équivalents partout dans le monde sont un rappel historique tangible, nous disant que non seulement boire et manger sont des activités sociales, mais que depuis que l'humanité habite cette planète, la subsistance et les nécessités de la vie sont des entreprises communautaires.

Les humains partagent par nécessité. Nous coopérons pour survivre. Nous formons des communautés parce que c'est notre penchant naturel.

Comme l'observait Cicéron, « les hommes ont été créés pour leurs semblables, afin qu'ils puissent s'aider les uns les autres ».

Dans ce même esprit communautaire, la Charte des Nations Unies déclare que nos objectifs sont de « vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage » et d'« unir nos forces ».

Les premiers mots de la Charte indiquent clairement qu'il s'agit d'une organisation constituée d'êtres humains, créée par des humains et œuvrant pour les humains.

Le préambule de la Charte commence par « Nous, peuples des Nations Unies ».

Non pas « Nous, les pays ».

Ou encore « Nous, les gouvernements ».

Pas plus que « Nous, les dirigeants politiques ».

« Nous, peuples ».

C'est un rappel important de la raison pour laquelle nous sommes ici, et au nom de qui nous œuvrons.

Ici, aux Nations Unies, le Canada concentre ses efforts sur l'atteinte de résultats tangibles pour la famille humaine. Il est beaucoup plus important d'examiner ce que les Nations Unies réalisent, et non pas la façon dont elles mènent ses affaires.

Le gouvernement du Canada ne cherche pas à ce que ses valeurs ou sa politique étrangère fondée sur des principes fassent l'objet d'une validation de la part d'élites qui préfèrent ne pas faire de vagues.

Les milliards qui ont faim, qui n'ont pas accès à de l'eau potable, qui sont des personnes déplacées ou qui ne savent ni lire, ni écrire ne se préoccupent guère de choses comme le nombre de membres qui siègent au Conseil de sécurité. Mais ils ont besoin de savoir que leurs frères et sœurs dans la confrérie humaine les accompagneront pour sortir des ténèbres.

Paix, prospérité et liberté, voilà les conditions que recherchent les communautés humaines depuis l'aube de l'histoire. Vivre en paix, vivre de manière prospère, vivre en liberté.

Parmi ces priorités, la paix représente l'objectif primordial des Nations Unies.

Il n'est pas surprenant que le mot « paix » revienne à une cinquantaine de reprises dans la Charte des Nations Unies.

Malheureusement la paix est plus facile à trouver comme mot que comme élément de vie. Depuis le moment où cette organisation a été créée, il ne s'est pas écoulé une journée sans que la famille humaine ne soit affligée par une guerre quelque part sur la planète.

Presque toujours, ce sont les plus vulnérables parmi nous qui souffrent.

Et beaucoup trop souvent, cela veut dire les femmes et la violence commise à leur endroit.

Dans un contexte de guerre, le viol et les violences sexuelles graves représentent un crime de guerre. J'ai rencontré des filles qui ont

précisément été victimes de ce crime de guerre, et leurs histoires sont horribles. Les criminels de guerre en cause doivent être identifiés, pourchassés, poursuivis en justice et punis.

Plus tôt cette année, le Canada et d'autres pays du G-8 ont convenu de traiter les violences sexuelles en situation de conflit comme une violation des Conventions de Genève. Je salue les efforts du Royaume-Uni et de son ministre britannique des Affaires étrangères, M. William Hague, pour leur travail en la matière. Mais celui-ci serait le premier à reconnaître que la lutte pour éliminer ce crime a été pilotée par des femmes, notamment la représentante spéciale [du secrétaire général des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit] Zainab Hawa Bangura.

Chaque année, des millions de jeunes filles, certaines ayant à peine neuf ans, sont forcées de se marier.

Depuis que j'ai pris la parole, 100 enfants ont été victimes d'un mariage forcé; chaque heure, 1 100 enfants vivent une telle situation, plus de 26 000 par jour.

Les effets d'un mariage forcé précoce sont bien documentés et indéniables. Un mariage forcé précoce nuit à la santé, met fin à l'éducation, détruit les possibilités et enchaîne de jeunes femmes dans une vie de pauvreté.

Une jeune femme m'a déjà parlé du jour de son mariage, me disant « c'est le jour où j'ai quitté l'école ».

Aucun pays n'est à l'abri de ce fléau.

Il s'agit d'un problème mondial, d'un problème pour l'humanité.

Le mariage forcé est un viol, un acte de violence contre les femmes. Le mariage forcé précoce est un viol d'enfant, un acte de violence contre les jeunes filles. Il s'agit d'une pratique atroce et indéfendable.

Nous condamnons cette pratique – même si certains pourraient préférer que nous nous taisions.

L'inconfort d'un public n'est pas tellement préoccupant, en particulier dans le contexte d'un crime qui mériterait une justice divine.

Si cette organisation n'agit pas pour protéger les jeunes filles, qui le fera?

Une autre façon de protéger les plus vulnérables consiste à améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, afin de pouvoir réduire le nombre de décès.

Je suis fier que notre premier ministre, Stephen Harper, dirige un effort mondial, l'Initiative de Muskoka, afin de réduire la mortalité des femmes et des nouveau-nés et d'améliorer la santé des mères et des enfants dans les pays les plus pauvres de la planète. Cela représente environ la moitié de la population mondiale – et tout son potentiel.

Bien que ces efforts — éliminer la violence sexuelle dans les conflits, éliminer le mariage forcé précoce et améliorer la santé des mères et des nouveau-nés — soient essentiels, nous devons faire plus que réagir à des crises.

Nous devons investir dans les possibilités pour les femmes et les jeunes filles.

Nous devons nous assurer que les femmes participent à part entière à la vie dans toutes les sphères de nos sociétés et dans tous les pays de ces Nations Unies.

Ceci nous aidera à bâtir un monde plus fort, plus sûr, plus prospère et plus paisible.

Il va dans l'intérêt de chaque pays de s'assurer que les jeunes filles puissent atteindre leur plein potentiel.

C'est dans cette perspective d'une famille humaine, d'une seule et même famille, que nous devons aborder d'autres menaces à la paix et à la sécurité.

La violence en Syrie fait partie des crises les plus urgentes qui persistent.

Le Canada a clairement exprimé sa position. Nous soutenons les citoyens de la Syrie, les innocents piégés dans ce tourbillon de violence insensée et ceux qui travaillent en leur nom. Nous n'appuierons jamais un régime brutal et illégitime qui a déchaîné des armes de destruction massive contre sa propre population, et nous ne

tolérerons pas non plus que l'on propose l'extrémisme et le terrorisme en alternative à la tyrannie d'Assad.

La population canadienne a aidé généreusement les plus démunis.

Il est important de reconnaître les réussites. Il faut applaudir le travail du Programme alimentaire mondial des Nations Unies [ONU] qui s'attaque à une tâche presque impossible, et le Canada a répondu en devenant le deuxième pays donateur au monde. Leur travail en Syrie est d'une importance primordiale, et les résultats ne passent pas inaperçus. Je tiens aussi à féliciter le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés qui a aidé les réfugiés fuyant ce terrible conflit, et à souligner la générosité des voisins de la Syrie qui leur ont donné asile.

Le Canada se joint au reste du monde dans la recherche d'une résolution politique pour mettre fin au conflit. Le Canada soutient pour la Syrie une solution pacifique, démocratique et pluraliste qui protège les droits de toutes les communautés.

Il ne faut cependant pas croire que la recherche d'un résultat pacifique négocié découle d'une position équivoque ou d'un doute moral. L'usage d'armes chimiques contre des civils ne laisse place à aucune ambiguïté morale.

La date d'aujourd'hui, le 30 septembre, marque un sombre anniversaire du prix d'un pacte avec le diable.

C'est le 75^e anniversaire des Accords de Munich, marqués par le sacrifice de la liberté de la Tchécoslovaquie pour apaiser le régime nazi. Les partisans de l'apaisement clamaient avoir gagné la paix pour leur époque, mais l'abandon de leurs principes allait se révéler une calamité pour le monde entier.

Lauréat du prix Nobel de la paix, M. Elie Wiesel, un survivant de l'Holocauste qui a été emprisonné à Auschwitz, a été encore plus direct :

« La neutralité aide l'opresseur, jamais la victime. Le silence encourage le bourreau, jamais l'opprimé. Parfois, il nous incombe d'intervenir. Lorsque des vies humaines sont en danger, que la dignité humaine est menacée, frontières et susceptibilités nationales doivent céder devant l'action. » [Traduction]

Le Canada n'est ni neutre ni silencieux sur les crimes commis contre le peuple syrien, tout comme il n'est pas neutre sur le droit d'Israël d'exister et de se défendre.

Il ne peut y avoir de marchandage sur l'existence d'Israël. Bien que le dialogue soit une vertu, il ne peut y avoir de discussion vertueuse avec quiconque est voué à la destruction d'Israël.

Aujourd'hui, le peuple juif est maître de son destin, comme le sont les autres peuples, et il est souverain dans l'État juif. Comme les autres pays, Israël a le droit de se défendre et de le faire lui-même.

Le Canada croit fondamentalement que la paix est réalisable, et que les Palestiniens, les Israéliens et leurs voisins peuvent vivre côte à côte, en paix et en sécurité.

Comme plusieurs pays, nous espérons voir un État palestinien vivant dans la prospérité et en paix avec son voisin juif.

C'est pourquoi, même si nous avons des différences parfois fondamentales sur la façon d'obtenir le statut de pays, le Canada offre une aide importante pour la création d'institutions vitales à l'établissement éventuel d'un État viable. En Cisjordanie, le Canada contribue énormément aux initiatives économiques ou à celles liées à la justice et à la sécurité.

L'évolution récente des négociations entre Israël et l'Autorité palestinienne est encourageante. Je salue le leadership et le courage du premier ministre d'Israël [Benjamin Netanyahu] et du président de l'Autorité palestinienne [Mahmoud Abbas].

Je félicite le secrétaire d'État américain, M. John Kerry, pour son leadership dans ce domaine et nous devons tous prendre parti pour cette cause, unis par la perspective de paix.

J'envisage un jour où les enfants palestiniens et israéliens pourront vivre côte à côte, en paix et en sécurité, au sein d'un État juif et d'un État palestinien.

Mesdames et Messieurs, oui, le dialogue est important. Mais notre dialogue doit être un prélude à l'action. L'action doit signifier l'obtention de changements et de résultats.

Regardons les déclarations récentes régime en Iran.

Certains observateurs y voient des signes encourageants, mais un clip sonore n'élimine pas les menaces à la sécurité mondiale.

Des mots doux, des sourires et une offensive de charme ne remplacent pas les mesures concrètes.

Nous accueillerons et nous reconnaitrons les réformes si elles se concrétisent — et à ce moment seulement.

Voici ce qui nous dira si une véritable réforme a eu lieu : la vie des Iraniens et la sécurité mondiale se sont-elles améliorées de façon concrète et mesurable?

Pas encore!

Nous jugerons le régime en fonction de ses interventions et des résultats.

Le P5 + 1 [les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies et l'Allemagne] a tenu cinq séries de négociations officielles avec l'Iran au cours des deux dernières années. Tous conviennent que les rencontres ont été productives, mais nous n'avons encore vu aucun changement dans les actions de l'Iran.

L'an prochain, rien ne réjouirait davantage le Canada que de constater des changements sur le plan des ambitions nucléaires de l'Iran, sur son dossier épouvantable au chapitre des droits de la personne. Sans compter la fin de son soutien concret au terrorisme.

À présent, la communauté internationale doit maintenir des sanctions sévères envers l'Iran de façon à ce qu'il emprunte une autre voie en matière nucléaire.

Les citoyens iraniens veulent la paix, et ceux-ci souffrent grandement à cause de leur gouvernement.

Le Canada désire que la population iranienne puisse avoir accès à une vie libre et prospère.

Et en tant que famille humaine, comment faire en sorte d'atteindre la prospérité et de l'entretenir?

Grâce au libre-échange entre sociétés ouvertes, qui fonctionnent avec des règles transparentes, cohérentes et justes.

Le Canada continue de diversifier ses marchés en tant que pays commerçant.

Nous poursuivons avec détermination la conclusion d'accords de libre-échange avec d'autres pays.

Bordé par trois océans, avec la deuxième masse terrestre la plus grande au monde, le Canada est littéralement ouvert sur le monde.

Nous intensifions les relations économiques existantes et nous en créons de nouvelles. Que ce soit en Chine, qui se classe maintenant au deuxième rang des partenaires commerciaux du Canada, parmi les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, où le commerce et les investissements canadiens augmentent énormément, au sein de l'Alliance du Pacifique, qui offre des occasions nouvelles et stimulantes, ou encore à l'intérieur de l'Union européenne, où nous négocions un vaste accord de libre-échange, le Canada et les Canadiens sont favorables à la libéralisation. Ce faisant, des vies ordinaires s'enrichissent et des sociétés entières deviennent plus fortes.

Cependant, la quête de la prospérité ne doit jamais se faire aux dépens de notre engagement à l'égard de la liberté.

La prospérité est liée de façon inextricable à la paix. Après tout, ceux qui n'ont pas de sécurité n'ont habituellement pas les moyens de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille.

Si des possibilités économiques avaient existé, un vendeur de fruits en Tunisie ne se serait peut-être pas senti obligé de mettre fin à ses jours, n'aspirant qu'à la dignité de nourrir sa famille.

Un jeune homme en Afghanistan pourrait ne pas s'être senti obligé de rejoindre les éléments terroristes, simplement pour pouvoir élever ses enfants et leur assurer une vie meilleure que la sienne.

Je me souviendrai toujours de la petite fille de sept ans que j'ai rencontrée au camp de réfugiés de Zaatari, en Jordanie. Ses parents avaient pris la décision difficile de quitter leur maison et de chercher refuge dans un autre pays. Ils ont bravé les difficultés parce qu'ils étaient motivés, comme tous les parents, par le désir de garder leur famille en sécurité.

Je lui ai demandé comment elle allait. Avec des larmes dans les yeux, elle m'a répondu : « Je n'aime pas ça ici. Je veux retourner à la maison ».

C'était déchirant.

Et des millions de personnes se trouvent dans la même position tragique — des millions de membres de la famille humaine qui ne peuvent même pas commencer à envisager la prospérité jusqu'à ce qu'un besoin plus fondamental, leur besoin de sécurité, soit satisfait.

La famille mondiale n'obtiendra jamais la prospérité, qui est notre plein potentiel, jusqu'à ce que nous réglions les problèmes de paix et de sécurité qui empêchent l'épanouissement de l'humain.

Chacun a intérêt à contribuer à la solution car, au bout du compte, la paix et la sécurité garantissent la liberté des personnes. C'est pourquoi nous avons besoin des gens de ces Nations Unies réunis ici pour promouvoir cette liberté.

Pour les gens des Nations Unies, aucune minorité n'est plus sacrée que la personne et la liberté de cette personne.

Être libéré de l'oppression et libéré de la discrimination. Être libre de pratiquer sa religion, de penser, de parler, d'aimer, de croire. La liberté d'être.

Il existe nombre de façons de permettre à la liberté humaine de s'exprimer, mais malheureusement, aussi de la brimer.

La persécution religieuse se poursuit dans de trop nombreux endroits.

Depuis notre réunion l'an dernier, le monde a été témoin :

- de bombardements de mosquées en Iraq et au Pakistan et d'une église catholique en Tanzanie;
- des attaques contre des lieux de culte hindous, bouddhistes et musulmans en Birmanie et au Bangladesh;
- de la persécution sanglante des chrétiens en Syrie;
- des attaques contre des églises chrétiennes coptes en Égypte;
- des attaques contre une mosquée et une église catholique au Sri Lanka;
- de la détention du leader musulman sri lankais Azad Sally;
- des meurtres de fidèles catholiques au Nigéria;

- de la persécution constante des Bahá'ís par le régime iranien.

Le Canada a ouvert cette année un Bureau de la liberté de religion. Il a comme mandat de faire la promotion de la liberté de religion et de croyance, laquelle constitue une priorité de la politique étrangère canadienne, et de lutter contre l'esclavage de la peur par ceux qui cherchent à intimider et à miner le droit d'exercer librement sa religion, en paix et en harmonie.

Nous rejetons la notion pernicieuse selon laquelle la dignité humaine peut être découpée, compartimentée ou compromise.

Dans une société pluraliste, il est impossible de protéger une partie des droits et libertés de la personne et de violer une autre partie en même temps.

Toutes les libertés prennent racine dans la dignité même de l'être humain.

Que l'enjeu soit la liberté de religion, la liberté sexuelle, la liberté politique ou toute autre forme de liberté, certaines personnes disent :

Pourquoi devrions-nous nous en mêler? Quel est notre intérêt dans ce qui se passe à l'extérieur de nos frontières?

Nous devons nous en mêler pour notre humanité commune, dans l'intérêt de la dignité de l'humanité.

Plusieurs affronts à la dignité humaine ont les mêmes racines. Je pense à l'idéologie néo-fasciste, qui revêt plusieurs formes, et à la menace qu'elle représente pour la liberté individuelle.

J'ai parlé plus tôt de l'anniversaire des accords de Munich.

Ce que les signataires ont qualifié de triomphe de la politique pratique n'était en fait qu'une lâche capitulation qui a trahi la dignité humaine et a ruiné la paix qu'elle devait garantir.

Il était erroné alors de sous-estimer le fascisme et de lui consentir des concessions, tout comme ce l'est maintenant de sous-estimer son incarnation moderne.

Il faut s'opposer à l'extrémisme qui subjugue la dignité humaine et qui étouffe la liberté individuelle dans une idéologie rigide, et le reconnaître pour ce qu'il est.

Il y a un an aujourd'hui, le monde a perdu un grand poète somalien appelé Gaarriye. Sa plume s'est tue, mais il nous reste ses paroles inspirantes.

Gaarriye a écrit :

« Et dites-leur ceci : nous cherchons la paix; notre mot de passe est liberté;
Notre but, l'égalité;
La lumière guide notre façon d'agir. » [Traduction]

Autrement dit : paix, prospérité, liberté. Trois priorités universelles de l'être humain.

Comme les trois anses d'une coupe dans laquelle nous buvons tous.
Trois valeurs que partage l'humanité entière.

En terminant, je ne peux m'empêcher de penser à trois fillettes et leur sort me brise le cœur.

La fillette donnée en mariage : « C'est le jour où j'ai quitté l'école. »

Il y a aussi la fillette qui a été violée et victime de violence sexuelle.

La fillette réfugiée: « Je veux rentrer à la maison. »

Nous ne sommes pas ici afin de produire des résultats pour les gouvernements, ni pour les dirigeants politiques.

Nous sommes ici pour protéger et pour défendre ces trois fillettes, et les sept milliards d'autres membres de la famille humaine. N'oublions pas cela lorsque amorçons des discussions pour façonner un nouveau plan d'action mondial, et concentrons-nous sur les plus démunis.

Je suis certain que chacun d'entre nous ici se rend compte de l'honneur et de l'immense privilège qu'il a de servir la population de son pays. Mais cela s'accompagne d'énormes défis et de grandes responsabilités. Aussi, nous devons tous nous tenir debout et remplir nos promesses pour tous ces gens qui n'attendent rien de moins de notre part.

Je vous remercie.

